

Alexandre DUONG
*Agrégé de l'Université
Expert-comptable associé*

Sophie MERLET
*Expert-comptable associée
Commissaire aux comptes
Master en gestion de patrimoine*

Camille LEININGER
Expert-comptable associée

OCCE - COOPERATIVES SCOLAIRES DU BAS-RHIN

25 rue Gioberti

67200 STRASBOURG

Association inscrite au Tribunal d'instance de Strasbourg volume 57, folio 84

RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/08/2024

Aux membres,

I. Opinion avec réserve

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association OCCE - COOPERATIVES SCOLAIRES DU BAS-

RHIN relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion avec réserve

- Motivation de la réserve

Réserve pour limitation :

Les comptes de l'association comprennent deux éléments : d'une part les comptes du siège, d'autre part les comptes des coopératives. Les coopératives devant fournir des comptes-rendus financiers sont au nombre de 796. Les comptes de l'association sont établis sur la base des comptes-rendus financiers fournis par les coopératives. Les contrôles que nous avons réalisés font apparaître que l'application des règles comptables n'est pas maîtrisée par tous les mandataires. L'association n'est pas en mesure de vérifier et de faire corriger la totalité des comptes-rendus financiers.

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

- Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 3 de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation des engagements de retraite.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note 3 de l'annexe expose le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice relatif à la comptabilisation des engagements de retraite.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables appliqués par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception de l'incidence éventuelle du point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier établi par le conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances

susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

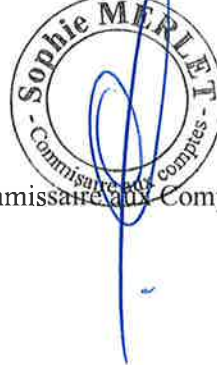
Fait à STRASBOURG

Le 11 février 2025

DMS AUDIT SAS

Sophie MERLET

Commissaire aux Comptes



BILAN DE L'ASSOCIATION

ACTIF	31.08.2024			31.08.2023	PASSIF	31.08.2024	31.08.2023
	Brut	Amort. & Dépréciat°	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	417	417			Fonds propres (avant affectation)	237 289	247 975
Terrains					Report à nouveau	3 719 663	3 635 363
Constructions					Résultat de l'association	30 236	86 847
Matériels d'activités					Subventions d'investissement		
Autres immobilisations corporelles	30 704	29 421	1 282	1 251	Total	3 987 187	3 970 185
Immobilisations en cours					FONDS DEDIES ET PROVISIONS		
Autres prêts et titres immobilisés	8		8	8	Fonds dédiés	1 600	2 500
Dépôts et cautionnements					Provisions pour risques		
Total	31 128	29 838	1 290	1 259	Provisions pour charges	18 014	
					Total	19 614	2 500
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées		7 418
Coopératives et usagers divers	3 268		3 268	4 948	Fournisseurs	11 950	13 387
Comptes courants OCCE				209	Dettes fiscales et sociales	16 158	39 889
Autres créances (dont erreurs débitrices)					Comptes courants OCCE	2 492	
Trésorerie	4 030 351		4 030 351	4 026 864	Autres dettes (dont erreurs créditric		
Charges constatées d'avance	2 492		2 492	100	Produits constatés d'avance		
Total	4 036 111		4 036 111	4 032 121	Total	30 600	60 695
TOTAL	4 067 239	29 838	4 037 401	4 033 380	TOTAL	4 037 401	4 033 380



COMPTE DE RESULTAT DE L'ASSOCIATION

	2023/2024	2022/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations perçues	2 620 231	2 476 353
Ventes de produits	1 981 422	1 880 392
Prestations de service et animations	2 907 194	2 490 012
Subventions d'exploitation	933 578	
Dons et Mécénat	139	
Contributions financières	859 424	653 300
Autres produits	36 594	744 887
Reprises sur dépréciations et provisions		
Utilisations des fonds dédiés	2 500	
Total	9 341 082	8 244 944
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de fournitures à céder	1 684 125	1 633 842
Variation des stocks de fournitures à céder		
Autres achats et charges externes	7 522 898	6 464 826
Aides financières	8 874	11 110
Impôts et taxes	23 954	2 267
Salaires	83 777	95 612
Charges sociales	30 839	28 678
Cotisations reversées	117 426	
Autres charges	6	403 967
Dotations aux amortissements (siège) et gros équipement (CRFs)	28 926	424
Dotations aux dépréciations et provisions	18 014	
Reports en fonds dédiés	1 600	2 500
Total	9 520 437	8 643 227
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	-179 355	-398 283
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des placements	76 142	41 598
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	76 142	41 598
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	76 142	41 598
RESULTAT COURANT (I + II)	-103 213	-356 685
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	472 972	547 045
Sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	472 972	547 045
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	339 523	386 000
Sur opération en capital		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total	339 523	386 000
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)	133 449	161 045
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	30 236	-195 640

Résultat de l'exercice

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature		
Bénévolat		500 610
Total		500 610
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature		
Personnel bénévole		500 610
Total		500 610

TOTAL DES PRODUITS

9 890 196

8 833 587

TOTAL DES CHARGES

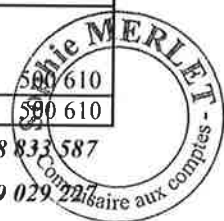
9 859 960

9 029 227

Résultat = produits - charges

30 236

-195 640



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

2023/2024

O.C.C.E. 67

Du bilan de l'association de l'exercice clos le 31 août 2024. L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er septembre au 31 août. Les notes suivantes font partie intégrante des comptes annuels de l'association.

L'association départementale O.C.C.E. a pour objet de "permettre et de favoriser à tous les degrés dans les écoles et les établissements laïques d'enseignement et d'éducation, la création de coopératives scolaires et de foyers coopératifs (sociétés d'élèves gérées par eux-mêmes avec le concours des adultes en vue d'activités communes) qu'elle regroupe".

Les comptes annuels de l'association sont l'agrégation :

- des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) du siège départemental,
- des comptes annuels simplifiés (bilan et compte de résultat) des coopératives et foyers coopératifs affiliés du département (les statuts de l'association stipulent que chaque coopérative ou foyer coopératif affilié est tenu d'établir, tous les ans, un compte rendu financier et un compte rendu d'activités).

Les données caractéristiques sont :	Exercice clos	Exercice précédent
Total du bilan :	4 037 401,01 €	4 033 379,54 €
Résultat de l'exercice :	30 235,57 €	86 846,81 €
Nombre de coopératives et foyers attendus :	796	812
dont coopératives et foyers agrégés :	796	812
dont coopératives et foyers non agrégés :	0	0
Nombre de coopérateurs :	99 437	100 452
Heures de bénévolat du siège départemental		
Heures de bénévolat déclarées par les mandataires	18 201	18 204
soit un équivalent temps plein de (1 820 h)	10	10 personne(s).
soit une valorisation du bénévolat de : nb d'heures * 27,50 € (a)	500 528 €	500 610 €

(a) Sur la base d'un coût de poste annuel de 50 K€ (charges sociales comprises) soit 27,50 €/heure.

1. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

L'exercice s'inscrit dans la continuité de l'exercice précédent.

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable. Les règles et méthodes comptables appliquées sont celles préconisées par la Fédération Nationale de l'O.C.C.E.



2.1 Méthodes comptables appliquées par le siège départemental de l'association

Conformément aux principes comptables généralement admis, le siège tient une comptabilité d'engagement :

- les immobilisations sont inscrites au bilan et sont amorties en mode linéaire sur la durée de vie probable des biens,
- les stocks sont inscrits à l'actif du bilan dès lors qu'ils sont significatifs,
- les charges à payer et les produits à recevoir, charges et produits constatés d'avances sont pris en compte.

2.2 Méthodes comptables appliquées par les coopératives scolaires et foyers coopératifs

Les coopératives scolaires tiennent une comptabilité de trésorerie et non d'engagement :

- les immobilisations (investissements) sont comptabilisées directement en charges,
- les éventuels stocks de fin d'exercice ne sont pas inscrits au bilan,
- les charges à payer et les produits à recevoir ne sont pas comptabilisés.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS				
Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 455		1 038	417
Immobilisations corporelles	55 915	849	26 060	30 704
Immobilisations financières	8			8
TOTAL	57 378	849	27 098	31 128

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 455		1 038	417
Immobilisations corporelles	54 664	818	26 060	29 421
Immobilisations financières				
TOTAL	56 119	818	27 098	29 838



TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement Amortissements dérogatoires Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pensions et obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour gros entretiens et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	0	18 014		18 014
TOTAL II	0	18 014		18 014
TOTAL GENERAL (I+II)	0	18 014		18 014
Dont dotations et reprises - D'exploitation - Financières - Exceptionnelles		18 014		

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS					
Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	247 975	-10 686			237 289
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	3 635 363	97 533		-13 233	3 719 663
Excédent ou Déficit de l'exercice	86 847				30 236
SITUATION NETTE					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL					

2.3 Retraitements d'agrégation

Les cotisations collectées par les coopératives scolaires et reversées au siège départemental ont été éliminées, les autres opérations entre le siège et les coopératives, peu significatives, n'ont pas été annulées et concernent principalement

- les produits pour cessions achetés par les coopératives scolaires au siège départemental,
- les prestations de services fournies par le siège départemental aux coopératives scolaires.

De même, les éventuelles opérations entre coopératives scolaires, jugées non significatives, n'ont pas été éliminées.

3. CHANGEMENTS DE METHODES

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. L'association a décidé de provisionner pour la première fois, dans les comptes annuels de l'exercice 2023/2024, les indemnités de départ en retraite de ses salariés pour un montant total de 18 014 €.



4. NOTES SUR LE BILAN

Fonds associatif : Il représente les résultats antérieurs cumulés du siège départemental.

Report à nouveau : Il représente les résultats antérieurs cumulés des C.R.F. agrégés.

Résultat exercice : 30 235,57 { dont 26 677,64 pour le siège départemental
dont 3 557,93 pour les C.R.F. agrégés

Autres créances : { dont pour le siège départemental
dont pour les CRF agrégés correspondant aux écarts débiteurs
C.R.F. agrégés.

entre total actif et total passif constatés dans

Les sources de ces écarts n'ont pas pu être toutes expliquées au jour de l'établissement des comptes annuels.

Autres dettes : { dont pour le siège départemental
dont pour les CRF agrégés correspondant aux écarts créditeurs
C.R.F. agrégés.

entre total actif et total passif constatés dans

Les sources de ces écarts n'ont pas pu être toutes expliquées au jour de l'établissement des comptes annuels.

Disponibilités : 4 030 351,27 { dont 307 130,77 pour le siège départemental
dont 3 723 220,50 pour les C.R.F. agrégés,
soit en moyenne environ 4 585,25 par C.R.F. agrégé.

5. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Dotation amortissements et gros équipement : 28 925,64 { dont 817,86 pour le siège correspondant aux amortissements
dont 28 107,78 pour les CRF agrégés correspondant aux investissements

soit en moyenne environ

34,62 par C.R.F. agrégé.

Total des produits : 9 890 195,85 { dont 151 884,50 pour le siège départemental
dont 9 738 311,33 pour les C.R.F. agrégés,
soit en moyenne environ 11 721,13 par C.R.F. agrégé.

Total des charges : 9 859 960,28 { dont 345 957,02 pour le siège départemental
dont 9 514 003,26 pour les C.R.F. agrégés,

soit en moyenne environ

11 716,75 par C.R.F. agrégés

Résultat net moyen : 4,38 par C.R.F. agrégé.

6. EFFECTIF SALARIE OU MIS A DISPOSITION

Type de contrat	Exercice clos	Exercice précédent
Personnel mis à disposition par le Ministère de l'Education Nationale		
Personnel enseignant, détaché par la Fédération OCCE	1,0	1,0
Personnel de droit privé (animateur), détaché par la Fédération OCCE		
Personnel salarié par l'association départementale	1,0	2,0
Total	2,0	3,0

7. AUTRES INFORMATIONS

Afin d'appréhender les relations entre le siège départemental et les coopératives, les informations suivantes sont fournies :

En nombre	Exercice clos	Exercice précédent
Outil préconisé pour la tenue comptable des coops : Comptacoop		
. Coopératives utilisant l'outil préconisé (en nombre)	796	2
. Coopératives utilisant l'outil préconisé (en %)	100%	100%



Contributions volontaires

Il convient de préciser que l'Association bénéficie d'un volume important de contributions volontaires.

Celles-ci correspondent :

- Aux mises à disposition par des personnes tierces,
- Au bénévolat,
- A la mise à disposition de locaux.

Les mises à disposition par des personnes tierces :

- Madame Agnès AUROUET, enseignante détachée, salariée de la Fédération Nationale. Salaire brut égal à 52 396,04 €.

Le bénévolat :

Il correspond, d'une part aux fonctions des administrateurs, d'autre part au travail réalisé par les mandataires.

Dans les comptes-rendus financiers et d'activités, il est demandé à ces derniers d'estimer le volume de temps consacré à la gestion et à l'animation des coopératives. La grande diversité de réponses d'une part et d'absence de réponses d'autre part ne nous permettent pas une évaluation fidèle de ce temps.

La mise à disposition de locaux :

La Ville de Strasbourg met à la disposition de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole des bureaux rénovés, situés au 2ème étage de l'aile gauche de l'Ecole Brigitte à Strasbourg HautePierre. Surface des bureaux 181 m2. Seuls les frais de chauffage, d'électricité et d'eau sont à rembourser annuellement à la Ville de Strasbourg, sur présentation d'un décompte.

Cet avantage est difficile à évaluer d'un point de vue financier de par le particularisme des locaux.

**La Présidente de l'Association
Départementale O.C.C.E.**



**Le Trésorier de l'Association
Départementale O.C.C.E.**

